Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta



Vol. 34 no 31 Edmonton, semaine du 1er au 7 septembre 2000 12 pages

Un forum sur les Arts et la Culture à Edmonton

NATHALIE KERMOAL

Edmonton

L'Association canadienne-française de l'Alberta tenait un forum sur les Arts et la Culture les 25 et 26 août derniers à l'hotel Crown Plaza-Château Lacombe d'Edmonton. Ce forum s'adressait tout particulièrement à ceux et à celles qui oeuvrent dans les domaines des arts visuels, des arts de la scène, de la littérature, des arts médiatiques, de la diffusion, de la production, du développement culturel, de l'animation culturelle, etc.

75 personnes avaient répondu à l'appel. Venus des quatre coins de la province, artistes, hommes et femmes de lettres, du domaine de l'édition, membres d'associations provinciales et des Régionales et simples intéressés ont accepté, l'espace d'une fin de semaine, de se soumettre à un exercice de réflexion rondement mené par une consultante franco-albertaine vivant à Vancouver, madame Myriam Laberge.

Cet exercice avait pour but de discuter de la mise sur pied d'une structure favorisant le développement des arts et de la culture. D'ailleurs, on se rappellera que lors de la 73ième assemblée générale annuelle, l'ACFA avait été mandatée de tenir un tel forum. Les personnes présentes se sont donc penchées sur les différents modèles possibles et imaginables et en ont retenu deux. Après un vote serré, il a été déterminé qu'un Conseil des arts francophone de l'Alberta serait mis en place.

Mme Suzanne Dalziel, présidente de l'ACFA, se disait très satisfaite des résultats obtenus: «Je suis très heureuse parce que c'est la première fois, c'est historique en Alberta, qu'on a un forum des Arts et de la Culture et qu'on en ressort solidaire».



Photo: Lyne Lemieux
Trois des quatre présidentes de l'histoire de l'ACFA :Myriam Laberge, Suzanne Dalziel et France Levasseur-Ouimet au Forum. Seule Louisette Villeneuve, en convalescence, n'a pu être au rendez-vous.

Selon madame Dalziel, il reste à compiler les informations pour les mettre dans un rapport, tâche qui revient à l'ACFA provinciale, et à mettre sur pied un comité. Ce dernier aura pour mandat de créer la nouvelle structure du Conseil des Arts francophone de l'Alberta. L'assemblée générale de ce nouvel organisme devrait avoir lieu au printemps prochain.

«Les personnes qui siègeront sur le nouveau conseil seront des représentants des différentes disciplines artistiques. On aimerait aussi que les organismes provinciaux soient représentés. Il y aura aussi une table de développement culturel qui sera parrainée par l'ACFA». Ce Conseil des Arts aura pour mandat «de promouvoir, de développer les arts, de représenter les artistes franco-albertains sur la scène nationale et internationale, d'assurer un réseautage, d'assurer une représentativité, d'assurer des ressources financières, de revendiquer pour les artistes et bien sûr de faire du développement culturel,» d'ajouter madame Dalziel.

Cela veut dire qu'à plus long terme l'ACFA provinciale ne s'occupera plus du secteur des Arts et de la Culture.

Dans la mesure où le format a été un succès, madame Dalziel pense que l'ACFA pourrait l'appliquer, peut être sous une forme un peu différente, pour le secteur santé et pour le secteur du développement des ressources humaines. «On veut faire un plan stratégique pour le secteur santé et on veut faire un plan stratégique pour le développement des ressources humaines. On veut s'assurer que ces deux secteurs deviennent éventuellement des organismes indépendants parce que le rôle de l'ACFA, c'est le développement communautaire et une fois qu'un secteur est fort, que la communauté le prend en main, nous on passe à un autre secteur. Ces deux secteurs ne sont pas prêts à partir tout de suite, mais ils ont besoin d'une orientation plus spécifique, ce qu'ils n'ont pas présentement.»



Photo: [redacted]

Visite des nouveaux bureaux de l'ACFA provinciale

Tous les francophones étaient invités le 24 août dernier à un 4 à 7 dans les nouveaux bureaux de l'Association canadienne-française de l'Alberta. Le tout avait pour but de permettre aux visiteurs de constater les rénovations qui y ont été apportées tout en discutant avec les employé.e.s du secrétariat de l'association provinciale, ou encore y faire de nouvelles rencontres dans une ambiance amicale. Près de 75 personnes ont accepté l'invitation.

CETTE SEMAINE...

L'enseignement du français perd en popularité chez les anglophones

Ottawa (APF): L'enseignement du français, langue seconde, chez les anglophones suscite de moins en moins d'enthousiasme auprès des gouvernements provinciaux, qui manifestement ne prennent pas suffisamment au sérieux l'enseignement de l'autre langue officielle du pays.

Un premier rapport annuel sur l'état de l'éducation en français langue seconde au Canada, publié par le mouvement Canadian Parents for French (CPF), soulève de nombreuses préoccupations, notamment en ce qui a trait au financement et au nombre insuffisant d'enseignants. On s'interroge notamment sur l'utilisation douteuse par les provinces, des fonds fédéraux destinés à l'éducation en français langue seconde.

Même si l'enseignement du français reste populaire chez les parents anglophones, le rapport montre quand même une importante diminution des inscriptions dans les programmes en français de base et en immersion entre 1993-1994 et 1998-1999. Il montre aussi que les attentes de ces parents se heurtent à une certaine incompréhension des autorités compétentes. On presse d'ailleurs le gouvernement fédéral d'entreprendre une campagne nationale visant à valoriser la dualité linguistique au pays.

On appelle «français de base» le programme en vertu duquel le français est enseigné, en tant que matière, pour une période par jour ou pour plusieurs périodes par semaine. C'est le programme le plus en demande chez les anglophones. En immersion française, le français est la langue d'enseignement pour une partie importante de la journée scolaire et les inscriptions sont forcément moins élevées.

En Alberta, le nombre d'inscriptions en français de base est passé de 172 457 à 111 247, celui de l'immersion de 28 307 à 26 826. Le bureau régional de CPF reproche à la province et aux districts scolaires l'absence de politiques au sujet de l'éducation en français langue seconde. On soulève aussi l'insuffisance, l'épuisement et le très petit nombre de personnel qualifié, la nécessité d'un financement adéquat et l'appui inadéquat envers les parents. On estime enfin que les programmes d'immersion française sont inadéquats au niveau du secondaire.

La Colombie-Britannique est un cas d'exception. Cette province est à la seule qui enregistre une hausse des inscriptions en français de base, de 243 952 à 253 068, avec cependant une légère baisse en immersion, de 29 898 à 28 928 élèves. Malgré ces chiffres encourageants, Canadian Parents for French note l'absence d'un engagement, de la part du gouvernement et de la société, envers la prestation d'une éducation en français de qualité; un financement inadéquat et instable, des fluctuations au niveau de l'enseignement et des ressources, une pénurie d'enseignants qualifiés, une absence d'appuis dans l'environnement culturel et un manque de matériel ressource et d'enseignants adjoints, pour ne nommer que ces quelques défis qui restent à être relevés par la province.

La chute des inscriptions en français de base est de plus de 10 pour cent en Saskatchewan, alors que le nombre d'élèves est passé de 109 274 à 88 542. Le nombre d'inscriptions en immersion française a aussi baissé entre 1993-1994 et 1998-1999, de 12 762 à 9 400 élèves. Dans cette province, CPF note une pénurie de matériel adéquat, une pénurie d'enseignants qualifiés de haut calibre et une pénurie de personnel d'appui bilingue, comme des bibliothécaires, des secrétaires et même des administrateurs scolaires. On a aussi du mal à justifier l'emploi des fonds publics en langue seconde.

Au Manitoba, le nombre d'inscriptions en français de base est passé de 85 685 à 75 400, celui en immersion de 19 330 à 18 143. Dans cette province, CPF prédit une pénurie imminente d'enseignants. On dénonce un manque de transparence de certaines divisions scolaires, créant ainsi une fausse image du coût des programmes d'immersion en langue française.

«Dans certaines divisions, les programmes d'immersion française sont coupés à cause de la fausse notion qu'il en coûte plus cher pour éduquer un enfant en français plutôt qu'en anglais» analyse le bureau régional de Canadian Parents for French, qui affirme que certains conseils scolaires ont pénalisé les parents d'élèves en immersion en leur réclamant des frais pour le transport, les programmes de déjeuners et les activités culturelles. Sans parler de la pénurie de manuels scolaires pour les élèves en immersion.

Le Nouveau-Brunswick enregistre une diminution du nombre d'élèves en français de base, de 58 506 à 49 685, mais une hausse en immersion de 17 397 à 20 683 élèves entre 1993-1994 et 1998-1999. Dans cette province, on estime cependant que certains médias ont un préjugé contre l'immersion française et le français en général.

A Terre-Neuve et au Labrador , le nombre d'élèves en français de base est passé de 65 618 à 50 848 alors que leur nombre en immersion a baissé de 5 075 à 4 332. Dans cette province, la disponibilité d'enseignants qualifiés fait problème selon CPF. Il y a aussi un problème de transport des élèves en immersion française, l'absence de promotion par le ministère de l'Éducation des avantages de l'étude d'une seconde langue et des interrogations concernant l'utilisation des fonds publics versés par le ministère aux districts scolaires, et de ces derniers aux écoles. On parle aussi de l'élimination possible des spécialistes en programmation française, au niveau des districts scolaires, partout en province.

En Nouvelle-Écosse, le nombre d'élèves en immersion est passé de 10 046 à 12 158 entre 1993-1994 et 1998-1999. Toutefois, on enregistre une baisse des inscriptions en français de base, de 87 675 à 76 257. Là aussi il est question d'une pénurie d'enseignants qualifiés en français et on note le besoin d'augmenter les inscriptions dans les instituts de formation d'enseignants. Le programme de français langue seconde s'est aussi retrouvé en compétition avec d'autres programmes optionnels, comme la musique, lors de coupures budgétaires. On note aussi une approche inconstante en matière de prestation de programmes.

Les inscriptions ont aussi diminué à l'Île-du-Prince-Édouard, passant de 12 053 à 10 910 en français de base et de 3 751 à 3 209 en immersion. Selon CPF, la province doit offrir aux élèves en immersion française une plus grande variété de choix de cours, certifier les diplômés en immersion française et maintenir un personnel d'enseignants qualifiés en immersion.

L'Ontario a enregistré une chute spectaculaire du nombre d'élèves en français de base, qui est passé de 997 646 en 1993 à 707 786 en 1999. La chute est d'autant plus spectaculaire que le nombre s'élevait à 1 021 078 pas plus tard qu'en 1996-1997! Le nombre d'élèves en immersion a fluctué de quelques milliers au fil des ans, passant de 154 996 à 155 178. Les critiques de Canadian Parents for French pleuvent dans cette province. On parle d'un manque de manuels scolaires et de ressources adéquates, d'un manque d'appuis, d'une pénurie d'enseignants qualifiés en français langue seconde, d'une formation insuffisante des enseignants, d'un transport inadéquat vers les écoles d'immersion française, d'un nombre élevé d'élèves par classe et de la piètre attitude de certains parents, élèves, conseils scolaires, communautés et médias envers le programme de français langue seconde.

Le coordonnateur des programmes de français langue seconde en Ontario, Paul Caron, blâme carrément les médias anglophones pour ce gâchis et remarque qu'il y a dans l'air une attitude négative envers l'enseignement du français, qui ne prévalait pas autrefois. Pire: on ne sait pas toujours comment certains conseils scolaires dépensent les fonds fédéraux qui sont destinés à l'enseignement du français langue seconde. D'ailleurs, ajoute M. Caron, les conseils scolaires n'hésitent pas à couper en premier lieu dans ce programme, dès qu'ils font face à des restrictions budgétaires. La baisse des inscriptions est aussi reliée, dit-il, à un problème de transport.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, le nombre d'élèves est passé de 3 999 à 2 856 en français de base et de 423 à 484 en immersion. On enregistre aussi une baisse au Yukon, alors que le nombre d'élèves en français de base est passé de 3 694 à 3 468 et celui en immersion de 439 à 409.

Ottawa financera 21 nouveaux projets francophones sur Internet

Ottawa (APF): Le gouvernement fédéral financera 21 nouveaux projets dans le cadre de son programme Francommunautés virtuelles, qui vise à brancher à l'inforoute les communautés francophones et acadiennes et à élargir le contenu et les services de langue française sur Internet.

Parmi les projets retenus, on note celui de l'Association de la presse francophone, qui permettra de mettre en ligne les journaux membres; le projet Nord francophone de la Colombie-Britannique, qui permettra à la communauté de Prince George de se brancher à Internet; le Guide Internet pour le développement de la santé piloté par la Corporation hospitalière Beauséjour à Moncton, qui servira d'outil aux francophones du pays dans la planification et la mise en oeuvre d'un programme en télésanté; le projet Prescott et Russell à la carte, qui permettra à la communauté francophone de se doter de compétences régionales régionales en haute technologie; et le projet de l'Association franco-yukonnaise, qui créera un portail rassembleur pour l'ensemble de la francophonie du Yukon.

Le programme financera aussi la mise en place d'une médiathèque virtuelle par le Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve et du Labrador.

Depuis le lancement du programme en 1998, 53 projets francophones dans le domaine des technologies de l'information ont obtenu un financement. Le programme est doté d'un budget de 1 million de dollars jusqu'en 2000-2001.

De bonnes nouvelles pour les écoles francophones

RAYMOND LAROCHE

Edmonton

Une septième année scolaire s'est mise en branle dernièrement pour les écoles francophones de l'Alberta, où près de 3000 élèves francophones pourront bénéficier de tous les services mis en place depuis plusieurs années par les différents conseils scolaires francophones de la province. D'excellentes nouvelles viennent d'ailleurs agrémenter ce début d'année. En effet, plus de 7 millions de dollars ont été accordés à différents conseils scolaires pour procéder à des travaux qui s'avéraient plus que nécessaires.


Photo: Raymond Laroche

Tout d'abord, du côté du Conseil scolaire régional du Centre-Nord (CSRCN), grâce aux fonds obtenus par le ministère des Infrastructures, de quatre à cinq projets de construction seront menés de front d'ici deux à trois ans. Tout d'abord, Ste-Jeanne-d'Arc recevra les fonds nécessaires à la rénovation et à l'agrandissement de l'école. Les travaux devraient se terminer au plus tard en septembre 2002, et permettront d'héberger quelque 225 élèves supplémentaires. L'addition de ces 2270 m² facilitera l'accueil des 150 élèves des niveaux 4 à 6 de l'école Maurice-Lavallée. L'école Ste-Jeanne-d'Arc offrira donc des classes de la maternelle à la 6ième année. Le CSRCN aura donc maintenant une école primaire dans le sud de la ville et une école à caractère strictement secondaire à Maurice-Lavallée. Le montant total de ce projet s'élève à près de 4 millions de dollars.

«Ce n'est pas d'hier qu'on veut une école primaire (de la maternelle à la 6ième année). Depuis 1990, des demandes sont faites par les parents dans ce sens. De plus, cette année, l'école Maurice-Lavallée accueillera environ 600 élèves. Il y a 3 ans, 441 élèves étaient inscrits à Maurice-Lavallée, aujourd'hui on en compte près de 600. Si la même courbe se poursuit, dans deux ans, soit lorsque les travaux à Ste-Jeanne-d'Arc seront terminés, il faudra déjà penser à une autre solution pour Maurice-Lavallée» nous précisait M. Henri Lemire, directeur général du CSRCN.

C'est sans doute le plus gros des projets, mais la priorité du CSRCN avait été identifiée comme étant St-Albert (la Mission) où depuis 6 ans l'espace était très restreint. Cette année, même avec une augmentation des inscriptions, les cours se donneront dans les mêmes locaux. Des modifications y seront par contre apportées. Pour l'année 2001-2002 qui constitue la deuxième phase du projet, des portatives seront installées sur les terrains de l'école Father Jan, qui permettront à l'école la Mission d'accueillir quelque 150 élèves.

«Il s'agit toutefois d'une solution à moyen terme pour l'école la Mission, puisque dans une troisième phase, elle devrait récupérer entièrement l'école Father Jan. En effet, le Greater St-Albert Catholic School Board a déjà amorcé un processus dans le but d'avoir une nouvelle école plus au nord-ouest de la ville, ce qui laisserait toute la place pour la Mission. Donc pour St-Albert, ce projet évalué à 851 000$ est une très bonne nouvelle» nous expliquait M. Lemire.

Un autre projet important pour le CSRCN est celui de l'école Saint-Christophe de Wainwright, où 4 nouvelles portatives prêtes pour la rentrée 2001-2002 seront installées, augmentant ainsi la capacité à 50 élèves. «Dans le cas du programme de Wainwright qui existe depuis seulement 1 an, ce qui est digne de mention est le fait que pour une deuxième année d'opération, les inscriptions ont connu une augmentation de près de 50% confirmant ainsi un potentiel certain pour la région». Encore là, 451 000$ ont été accordés par le ministère des Infrastructures.

Du côté de Plamondon, le ministre Stelmack a approuvé le financement de projets d'agrandissement de quelque 1070 m² pour l'école Beauséjour. Ces travaux permettront d'accueillir 75 élèves supplémentaires, en plus de permettre l'ajout d'un gymnase, de douches, d'une infirmerie et d'une cuisine. Le budget total du projet est évalué à 2 104 844$.

Du côté du sud de la province, une nouvelle école francophone à Medicine Hat joindra les rangs d'un des deux nouveaux conseils scolaires francophones du sud. La demande est venue de la part de parents de la communauté. Pour débuter, des locaux ont été loués à l'école Earl Kitchener de Medicine Hat, et deux professeurs ont déjà été engagés.

Un deuxième grand volet tout à fait nouveau cette année qui touche tous les conseils scolaires en Alberta et sur lequel ils travailleront, est un programme d'amélioration du rendement scolaire en Alberta (le PARSA). Cette nouvelle initiative qui profitera d'un financement d'environ 150 000$, aura pour but, autant du côté anglophone que francophone d'améliorer le rendement scolaire des élèves par le biais de différents projets ayant eu l'aval du ministère de l'Apprentissage.

Trois domaines spécifiques ont donc été identifiés. Le premier, les mathématiques où il semble y avoir une faiblesse évidente. Le deuxième, est celui de la langue parlée (francisation), où des projets seront mis en place afin de valoriser davantage la langue parlée, et une utilisation correcte du français. Le troisième mettra beaucoup d'emphase sur la lecture afin de venir en aide à ceux qui éprouvent plus de difficultés.

Un troisième grand volet alimentera certainement une partie des conversations de la prochaine année, du moins pour toute l'Alberta francophone, et qui découle en fait des dernières négociations qui se sont déroulées l'été dernier à Calgary, touche à la question du statut des écoles catholiques et des écoles publiques.

Présentement en Alberta, il existe 4 conseils scolaires publiques dotés d'une double vocation, c'est-à-dire de gérer des écoles catholiques et publiques. Depuis 6 ans, ça semble aller. Par contre, sur le plan légal et constitutionnel c'est différent. L'Alberta fait partie des trois provinces canadiennes, les autres étant la Saskatchewan et l'Ontario, où les catholiques ont les mêmes droits constitutionnels que les francophones.

Les francophones de l'Ontario l'année dernière lorsqu'ils ont débuté avec la gestion scolaire ont créé 8 conseils scolaires catholiques et 4 conseils scolaires publiques qui couvrent l'ensemble de la province. Dans le cas de l'Alberta, ce qui a été proposé au ministre de l'Apprentissage fut de créer un comité (task force) charger d'étudier le modèle à mettre en place qui permettrait de respecter de façon égale les droits confessionnels et les droits minoritaires linguistiques. Une réponse est attendue de la part du ministre, mais sans aucun doute, cette question soulèvera beaucoup de polémique touchant la restructuration et la réorganisation des conseils scolaires. Plusieurs scénarios peuvent être envisagés mais tout dépendant du nombre d'écoles et d'élèves, et de la superficie de l'Alberta, combien de conseils scolaires seront nécessaires, et qu'est-ce que le ministre va proposer?



ÉDITORIAL

Le bilinguisme menacé!

Logiquement, tous les enfants canadiens devraient recevoir une éducation bilingue de qualité. Ceci est vrai en théorie, mais en pratique, il reste encore beaucoup de travail à faire. C'est ce que fait ressortir un nouveau rapport réalisé par Canadian Parents for French, *L'état de l'éducation en français langue seconde au Canada de l'an 2000*, publié récemment. Le premier d'une série de rapport, celui-ci dresse un tableau précis de la situation actuelle et il semblerait que les anglophones ressentent de moins en moins la nécessité d'envoyer leurs enfants dans des programmes d'immersion.

Pourtant, ceci contraste avec les résultats d'un récent sondage qui confirmait que les Canadiens estiment que l'apprentissage de nos deux langues officielles est important et précieux. D'ailleurs, près de la moitié des anglophones (48%) croient qu'il est important que les enfants de langue maternelle anglaise apprennent le français lorsqu'ils fréquentent les écoles canadiennes.

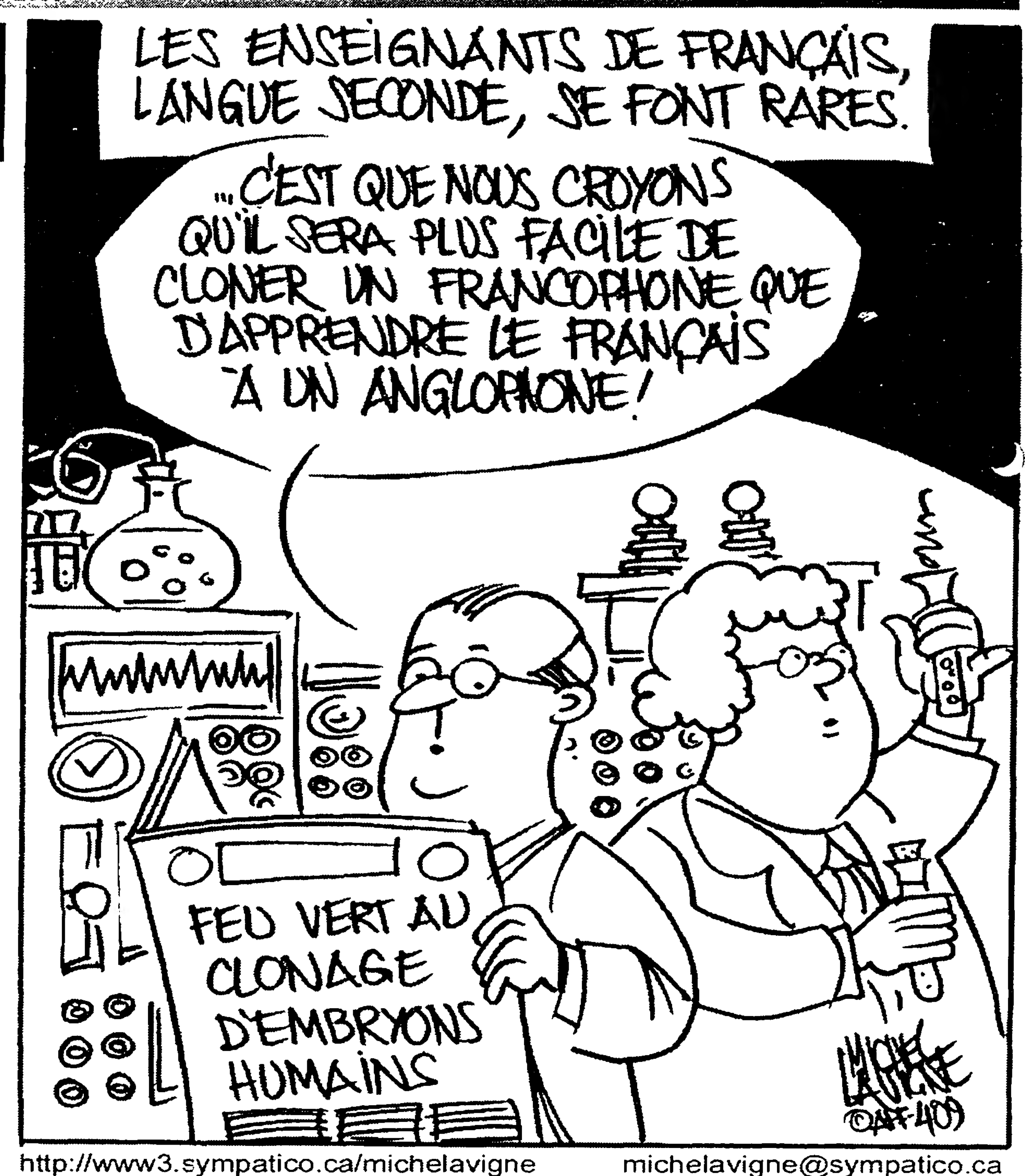
Même si le rêve d'un Canada bilingue ne s'évanouit pas dans l'esprit des citoyens, on constate, tout de même, la décrépitude des programmes d'immersion. Au Canada, près de 2 millions et demi d'enfants étudient le français langue seconde à l'école. Plus de 317 000 élèves sont inscrits à des programmes d'immersion française. Mais ces chiffres ne cessent de diminuer et ce, à travers le Canada. Par exemple, en Alberta, le nombre d'inscriptions en français de base est passé de 172 457 à 111 247, celui de l'immersion de 28 307 à 26 826 en cinq ans.

À quoi doit-on ce recul? À une série de facteurs notamment la pénurie actuelle et grandissante d'enseignants qualifiés; l'absence de matériel scolaire adéquat; l'absence d'aide pour les élèves qui éprouvent des difficultés; aux élèves qui abandonnent les programmes pendant leurs études secondaires. Mais aussi à la conjoncture politique. Parmi les causes relevées, on note notamment le référendum de 1995 et le peu d'enthousiasme des gouvernements provinciaux à prendre au sérieux l'enseignement de l'autre langue officielle du pays ainsi qu'à leur utilisation douteuse des fonds fédéraux destinés à l'éducation en français langue seconde.

Le gouvernement fédéral a aussi sa part de responsabilité. Comme le suggère le rapport, celui-ci devrait entreprendre une campagne nationale visant à valoriser la dualité linguistique du pays. En effet, ceci permettrait de faire renaître une certaine fierté attachée à la possibilité de parler les deux langues nationales non seulement pour les anglophones mais aussi pour les francophones de ce pays. En vantant les mérites du bilinguisme plutôt qu'en en dénonçant les coûts comme le font certains, on pourrait alors démontrer ce que cela rapporte réellement à la société canadienne aussi bien sur un plan économique que sur un plan culturel. Et, à chaque attaque, le gouvernement fédéral devrait riposter.

Si, comme le précise, John Ralston Saul dans l'avant-propos du rapport, «l'apprentissage du français ... ce n'est pas seulement [l'apprentissage] d'une autre langue, ou même d'une autre langue internationale majeure. C'est une des deux langues officielles de notre pays. La posséder, c'est posséder un des principaux outils de la citoyenneté», qu'attendons-nous pour passer à l'action? Un autre recul? Jusqu'à quand le gouvernement fédéral fera la sourde oreille? L'avenir de notre pays en dépend.

Nathalie Kermoal



http://www3.sympatico.ca/michelavigne michelavigne@sympatico.ca

N.D.R.L. - Le choix et le contenu de la caricature publiée dans cette page ne sont pas reliés aux propos exprimés dans l'éditorial de la semaine et ne reflètent en aucun cas les opinions de notre éditorialiste ou même de notre journal. Cette caricature est produite et distribuée par l'Association de la presse francophone (APF) et est offerte à tous les journaux membres de l'ensemble de la francophonie canadienne.

COURRIER DES LECTEURS

Félicitations à nos jeunes!

J'aurais beaucoup aimé voir une plus grande foule présente lors de l'ouverture des 3ièmes Jeux Francophones du Nord et de l'Ouest, le 30 juin 2000. Le professionalisme de cette cérémonie a démontré que nous avons une jeunesse forte, bien organisée, dévouée et capable de prendre de sérieuses responsabilités pour qu'un tel événement puisse se dérouler à temps, chacun connaissant et comprenant bien son rôle.

L'Alberta, avec Francophonie Jeunesse de l'Alberta comme organisme responsable, a accueilli 300 jeunes athlètes des quatre provinces de l'Ouest, du Yukon et des territoires du Nord-Ouest, ainsi que les Chefs de Mission et les accompagnateurs bénévoles qui portèrent le nombre de visiteurs, à près de 350 personnes. Quant au vidéo, à la présentation des invité.e.s, au spectacle et aux discours, le tout fut absolument remarquable.

Je remercie le comité organisateur, ainsi que tous les bénévoles impliqués au cours des trois jours que durèrent ces Jeux, nous sommes fiers de vous!

Vos «ami.e.s» de Patrimoine canadien, l'équipe de Programmes d'appui aux Langues officielles.

Nous voulons votre opinion

Nous invitons nos lecteurs et nos lectrices à nous ecrire pour nous donner leur opinion sur des sujets qui les intéressent ou sur les éditoriaux du journal. Écrivez-nous! Soyez concis dans votre présentation et vos idées. Signez votre lettre et incluez votre numero de téléphone. Nous publicions toutes lettres signées, pourvu qu'elles respectent l'éthique professionnelle du journal.





L'équipe

Directrice: ***Nathalie Kermoal***
Adjointe Admin.: ***Micheline Brault***
Journaliste: ***Raymond Laroche***
Infographiste: ***Stephan Branson***

APF

Fondation Donatien Frémont, Inc.





Le Franco est la propriété de l'ACFA provinciale. Il est membre de l'APF. Au niveau national, il est représenté par OPSCOM. Le Franco est imprimé par Gazette Press Ltd, de Saint-Albert. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal. Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité pour toute erreur de notre part dans une annonce se limitera au montant payé pour seulement la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.



#201, 8527 91e rue, Edmonton (AB) T6C 3N1
Téléphone (780) 465-6581 Télécopieur (780) 469-1129
Adel lefranco@francalta.ab.ca
Internet www.francalta.ab.ca/lefranco

CORRESPONDANT.E.S:

Calgary	Plamondon
Suzanne de Courville Nicol	Joel Lavoie
Alain Bertrand	Denise Lavallee
Centralta	Red Deer
Denise Hart	Serge Gingras
Fort McMurray	Rivière-la-Paix
Helene Flamand	Noella Fillion
Grande Prairie	Patrick Henri
Alyre Morin	Saint-Paul
Bonnyville/Cold Lake	Michele Routier
Michel Raymond	Sophie Charbonneau
Kananaskis	
Jean François Brulotte	

Enfin du pain frais!

DENISE HART

Legal



Raymond Tremblay en compagnie de Chantal Chauvet, employée de la Régionale.

Il y a longtemps que les gens de la communauté de Legal et des environs, attendaient le pain frais cuit dans le nouveau four à pain construit en juillet dernier. C'est donc le 24 août dernier qu'avait lieu cette première cuisson.

L'ACFA Centralta, qui est à l'origine de ce projet, avait planifié un dîner de pain frais et de fèves au lard pour lancer officiellement l'inauguration du four à pain. Outre la présence des bénévoles impliqués dans la construction du four, des responsables de la ville de Legal, des représentants de l'Alberta Lottery Board # 26 et de la Chambre économique de l'Alberta, quelques passants et touristes ont aussi bénéficié de cette première cuisson. Environ 60 personnes ont pu déguster un repas canadien-français servi par les employées de l'ACFA vêtues de costumes d'époque.

Pour cette première fournée, les responsables du nouveau four ont eu à maintenir un feu lent pendant quelques jours afin de cuire la glaise. Après quelques jours d'essai, les cuisinières et les responsables se sont dit prêts à accueillir le public. Mme June Charrois a préparé le pain et Jeanine Thibeault s'est occupé de faire cuire les fèves au lard. Ce rituel se tiendra tous les jours pendant encore quelques semaines, soit avant le fin de la saison touristique. Selon Ernest Chauvet, agent de développement pour la Régionale Centralta «il est préférable de commander d'avance si vous voulez vous procurer du pain frais. Jeudi dernier, on a manqué de pain pour ceux qui voulaient en apporter à la maison et quelques uns sont partis les mains vides».

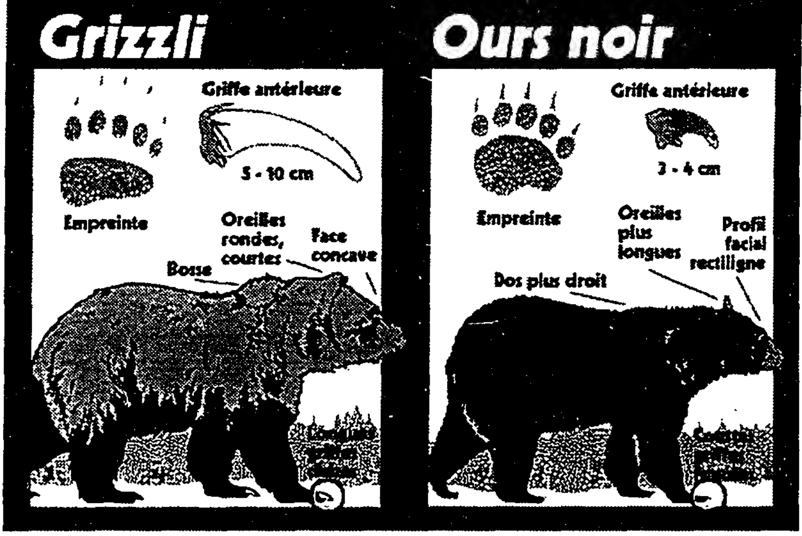
La construction du four à pain, une initiative du comité tourisme de la Régionale Centralta, a reçu l'appui de l'Alberta Lottery Board, de la ville de Legal, de la Chambre économique de l'Alberta et de la Chambre de commerce de Legal afin d'encourager le secteur touristique dans la région. Le comité tourisme de la Régionale Centralta avait prévu d'accueillir environ 800 visiteurs pour la saison estivale 2000 et selon les signatures obtenues dans le livre souvenir de la Régionale, cet objectif a jusqu'à présent été atteint.

Le pain frais suscitera certainement l'intérêt de plusieurs autres passants d'ici la fin septembre.

Attention prudence, vous êtes au pays des ours!

RAYMOND LAROCHE
Edmonton

JEAN-FRANÇOIS BRULOTTE
Kananaskis



Photos: www.parcscanada.gc.ca

Pour les amateurs de plein air et de paysages à couper le souffle, l'environnement des montagnes est un endroit idéal. Par contre, montagne fait aussi penser à «nature», et quand on dit «nature», ça inclut les animaux qui y vivent. Les montagnes Rocheuses constituent sans l'ombre d'un doute un de ces endroits à faire rêver tous les amateurs de nature, et de partout dans le monde, les visiteurs s'y rendent.

Bien entendu, tout ce beau monde a besoin de dormir et de manger, ça prend des routes et tout ce qui s'en suit. L'industrie touristique qui s'y est développée est donc aujourd'hui omniprésente, et même si les gouvernements fédéral et provincial tentent d'en garder un certain contrôle, il reste que la nature restera toujours la nature.

Dernièrement, un jeune homme de 21 ans, Pierre Richard a bien pensé que sa dernière heure était arrivée. Amateur de vélo de montagne, il avait emprunté avec un ami, un des nombreux sentiers aménagés pour les amateurs de ce sport dans le parc provincial Peter Lougheed, plus précisément au Canmore Nordic Centre. Ils se sont retrouvés face à ce qui a été identifié comme un grizzly. Ce dernier s'en est pris à lui après qu'il soit tombé de son vélo. Il a été mordu et griffé à la jambe, au bras, au dos et à la figure alors qu'il essayait de sauver sa peau contre l'animal. En voyant que l'animal ne semblait pas vouloir abandonner le combat, il a décidé de faire le mort, «et ça a marché, il est parti» a-t-il déclaré. Cette attaque lui a valu 150 points de suture et la plus grande «frousse» de sa vie.

Dernièrement, deux autres attaques se sont produites dans la région, portant le nombre à trois en deux semaines. Les autorités des parcs ont depuis fermé l'accès aux endroits où les attaques ont eu lieu.

On a souvent entendu dire qu'on avait plus de chances de se faire frapper par la foudre que de se faire attaquer par un ours. En principe, les ours se méfient des êtres humains et choisissent généralement de les éviter. Cependant, il se peut que qu'ils menacent ou attaquent des visiteurs lorsqu'ils sont surpris, se sentent menacés, ou lorsqu'ils se voient forcés de défendre leurs petits ou leur nourriture.

Lorsqu'un randonneur se fait surprendre dans le bois, il est sur le territoire de l'ours. Par contre, il arrive de plus en plus fréquemment que des gens aperçoivent les ours dans les villes avoisinantes de ces habitats, ou tout près et c'est normal, surtout en cette saison. En effet, les ours sont à la recherche de petites baies qui sont particulièrement abondantes cette année et de plus, c'est la période où ils commencent à emmagasiner leur réserve de nourriture pour l'hiver. En outre, il est aussi normal qu'avec la proximité de l'être humain près de leur habitat, les ours aient envie de profiter d'une autre source abondante source de nourriture facile d'accès: les déchets.

Canmore est un exemple où régulièrement des ours sont aperçus dans les rues de la ville. «Je ne laisse jamais mes enfants à l'extérieur sans surveillance» nous expliquait Jean-François, un commerçant de la ville.

Selon Tania Tscherne, de Kananaskis, beaucoup reste à faire. Comme plusieurs, la situation l'inquiète. Elle aime bien les ours, mais elle ne se sent pas en sécurité, lorsqu'elle doit aller travailler à 4 ou 6 heures du matin. Aussi, elle croit qu'il y a peut-être un peu trop d'ours dans les environs. «On entend de plus en plus parler de cas d'agressions, mais on ne voit pas grand efforts de prévention. Ce printemps, un garde forestier est venu nous expliquer au travail comment réagir et différencier

....

Suite à la page 10
- Ours -

RÉGIONAL en bref

Edmonton

L'Unithéâtre présente «Friandises fatales»

C'est sous le chapiteau du cirque que l'Unithéâtre d'Edmonton présentera une soirée de financement des plus exquises : «Friandises fatales». Tous et toutes sont cordialement invités au théâtre de la Cité francophone à Edmonton, le 23 septembre à compter de 19h. Au menu: une vente aux enchères, un concert de musique classique accompagné de deux desserts. Le tout, arrosé d'un pétillant verre de champagne. Une brochette d'artistes, dont les noms seront dévoilés très bientôt feront les frais du spectacle. Les billets sont en vente à l'Unithéâtre seulement, aucun billet ne sera vendu à la porte. Pour réservations avant le 18 septembre, 780-469-8400.

Soirée moules et blé d'Inde à volonté

La soirée annuelle «moules et blé d'Inde à volonté» au profit de l'école publique Gabrielle Roy d'Edmonton, et en collaboration avec l'ACFA régionale d'Edmonton, se tiendra le 8 septembre prochain à compter de 18h au centre communautaire Bonnie Doon, 9240-93ième rue. Une soirée dansante débutera à 21h30. Vous pouvez réserver vos billets en communiquant avec l'ACFA régionale d'Edmonton au 469-4401, Sylviane au 438-2553, ou Gilbert au 469-8331.

Audition à l'Unithéâtre

Suite au succès de l'année dernière avec «Les élections», l'Unithéâtre prépare des auditions pour une autre production majeure. 30 rôles pour hommes et femmes sont disponibles. Les auditions auront lieu le 7 septembre à 19h et le 10 septembre à 14h au théâtre de la Cité francophone d'Edmonton. La mise en scène est de Josée Thibeault, assistée de Erick Sirois, tandis que Guillaume Bois assistera à la production. Des renseignements sont disponibles au 780-469-8400.

Un projet de 50 millions pour l'Institut de technologie du Nord de l'Alberta (NAIT)

NAIT procédera cet automne à la construction d'un centre de nouvelles technologies de l'information et des communications sur le campus principal de l'Institut. La nouvelle construction qui comprendra des laboratoires et des salles de classe, devrait être terminée pour l'automne 2002. Ce nouvel ajout permettra à NAIT d'accueillir 700 étudiants de plus à temps plein pendant les 5 prochaines années, portant ainsi le total à 1660. Les 22 000 m^2 de classes supplémentaires serviront à former des spécialistes dans le domaine de l'informatique. Le gouvernement de l'Alberta y va d'un investissement de 28 millions de dollars, alors que 22 millions proviennent de l'Institut et de campagnes de levées de fonds.

Une catégorie francophone au Prairie Music Awards

Une catégorie francophone vient s'ajouter au Prairie Music Awards afin de reconnaître les albums francophones provenant des provinces de l'Ouest canadien. Cette année, on retrouve des albums d'artistes provenant de la Saskatchewan et du Manitoba, soit: Edmond Dufort, Marcel Soulodre, Michel Marchildon et Polly Esther. Pour plus d'informations, vous êtes invités à visiter le site web du Prairie Music Awards au www.prairiemusicweek.com.

Fort McMurray

Nouveau directeur pour le Centre Boréal

M. Henri Lemire a annoncé dernièrement la nomination de M. Eric Larouche à titre de directeur du Centre Boréal de Fort McMurray pour septembre 2000. M. Larouche est natif du Lac St-Jean au Québec et a fait ses études universitaires à l'Université du Québec à Chicoutimi en éducation physique avec mineure en enseignement. Il est à Fort McMurray depuis 1992, où il a enseigné à l'école St-John pour le Fort McMurray Catholic School Board, pour le Fort McMurray Public School Board, et maintenant au Centre Boréal. M. Larouche est très impliqué dans la communauté francophone de Fort McMurray et à la régionale de l'Association canadienne-française de l'Alberta. Il succède à Mme Dominique Doucet qui était directrice depuis 1995.

Wainwright

Nouvelle directrice pour l'école Saint-Christophe de Wainwright

Le Conseil scolaire Centre-Nord, par la voix de son directeur général M. Henri Lemire, a annoncé la nomination de Mme Manon Paré à titre de directrice de l'école Saint- Christophe. Mme Paré a fait ses études à l'Université Laval au Québec où elle a obtenu un diplôme en psychopédagogie et un baccalauréat en enseignement préscolaire et primaire. Elle a commencé sa carrière en enseignement à Fort St-John (Colombie-britannique) et à Plamondon (Alberta) en 1991. Elle a aussi été responsable de la mise en oeuvre de l'École du samedi et des Apprentis-sages. Elle s'est ensuite jointe à l'équipe du Conseil de l'École Nouvelle où elle a enseigné de la maternelle à la 2ième année à Plamondon et à Bonnyville. Elle succède à M. Henri Lemire qui en assurait la direction depuis son ouverture en septembre 1999...



Sur le Bout de la Langue

CHRONIQUE TIMBRÉE

ANNIE BOURRET
- APF -

Le sujet de cette chronique est le vocabulaire de la poste. S'il ne vous emballe pas, je m'en tamponne. (Ne me prenez pas au pied de la lettre.) Car il y a un paquet de choses à dire là-dessus, ne serait-ce que sur l'anglicisme courier, les envois express ou exprès, sans oublier la malle canadienne.

Si vous employez la phrase « Je te l'envoie par courrier » pour dire expédition rapide avec une firme comme Purolator, vous devriez utiliser le terme messagerie, pour ne pas commettre d'anglicisme de sens. De plus, si vous écrivez courier avec un seul r, vous voilà à faire un anglicisme d'orthographe, en prime.

L'anglais a emprunté le mot au moyen français vers le milieu du XIVe siècle, alors qu'il s'écrivait encore courier (l'orthographe courrier avec deux r existe depuis 1464). Le mot désigne d'abord la personne qui servait de messager puis, vers 1770, prend le sens de « toutes les lettres » ainsi envoyées.

Aujourd'hui, il existe bien des modes de transport du courrier, dont le courrier recommandé (et non enregistré, calque de registered mail). Le courrier rapide mérite un commentaire, car on peut tout autant utiliser courrier par messagerie que courrier express ou exprès... Le français a emprunté le mot express à l'anglais au XIXe siècle, alors qu'il désignait un train rapide. Le terme s'est ensuite transformé en adjectif invariable et évoque désormais « ce qui assure un déplacement ou un service rapide » (lettre express, colis express, route express, service express).

L'adjectif exprès (le s final se prononce) est correct. Lorsqu'il qualifie la distribution rapide du courrier, il demeure invariable: une lettre exprès, un envoi exprès. Il s'accorde avec des acceptions différentes comme condition expresse ou défense expresse.

D'où peut bien venir le canadianisme malle (boîte à malle, la malle d'aujourd'hui, le runneur de malle)? Bien entendu, on pense immédiatement à l'anglais mail. Mais mail tire son origine de l'ancien français, qui le tenait lui-même du haut allemand malha (sacoche ou besace). De plus, la malle a d'abord signifié la « valise du courrier » en 1569 et désigne, dans le composé malle-poste, la voiture des services postaux vers 1793. Ces sens sont désuets désormais, mais notre français est caractérisé par de nombreux emplois archaïsants.

Il me reste à parler de paquet, mot aux orthographes fantaisistes, car on l'a d'abord écrit parquet (?), puis pacqué, pacquet, pakke (qu'on a attribué à l'influence de l'anglais pack) et même pacque. Le mot possède deux sens: objet enveloppé pour être transporté plus commodément et grande quantité. Il a des acceptions techniques en typographie et en informatique (ensemble de bits constituant un message ou une partie d'un message).

Parce qu'ils sont dérivés du mot paquet lui-même, paqueter, dépaqueter, empaqueter sont des verbes dénominatifs. Paqueter a survécu en français canadien mais n'a plus son sens premier de « mettre en paquets ». Nous l'utilisons pour parler de faire ses paquets (paqueter ses p'tits), de s'enivrer (se paqueter la fraise) et d'une salle comble (c'était paqueté de monde).

En guise de conclusion, disons que vous voilà affranchis. Si ce texte vous semble timbré, admettez tout de même qu'il a un certain cachet. Si vous trouvez qu'il manque d'adresse, eh bien retournez-le à l'envoyeur...

Envoyez vos commentaires par courriel à : abourret@telus.net



Calendrier culturel:

27 septembre- Atelier: prendre soin de soi pour mieux prendre soin de l'autre, offert par la Fédération des aînés franco-albertains en collaboration avec le Centre Maria-Labrecque de Calgary. Ce cours s'adresse aux donneurs de soins, bénévoles auprès des malades et personnes qui ont un être cher en perte d'autonomie et se tiendra à la Paroisse Saint-Thomas d'Aquin de 10h à 16. Info: Thérèse au 455-1623 ou Claudette au 929-6235.

Où s'en va l'agriculture en Alberta?

(Troisième partie)

RAYMOND LAROCHE

Falher

Photo: Raymond Laroche



Un des sujets de controverse les plus discutés depuis quelques années dans le monde de l'agriculture est celui des organismes génétiquement modifiés, communément nommés les OGM. Ce n'est pas non plus un sujet que les agriculteurs aiment aborder, et ça se comprend, ce sont eux qui sont pris entre l'arbre et l'écorce. D'un côté les fournisseurs qui suivent de plus en plus les tendances d'une agriculture transgénique, et le consommateur qui réclame le droit de savoir ce qu'il mange.

Plusieurs questions se posent sur ces fameux OGM. Est-ce que les agriculteurs ont raison ou non de cultiver des produits dont la semence a été modifiée génétiquement? Est-ce que ça constitue un danger pour la santé des consommateurs? Est-ce une question politique ou économique pour certains pays? Est-ce que le consommateur a le droit d'en savoir un peu plus?

«Quelle huile de canola est la meilleure à consommer? Celle qui a été arrosée 10 fois pendant la saison avec différents insecticides, herbicides et fongicides, comme en France, ou celle qui a été traitée avec un des produits les plus sécuritaires sur le marché (round up)?» nous demandait Gilles Roy, cultivateur de la région de Falher.

Une partie des débats, et où les cultivateurs sont pour l'instant le plus concernés, c'est le fait que les semences qu'ils utilisent sont produites par des géants de l'industrie qui gardent un contrôle très strict de leur produit. «Pour l'instant, toutes les compagnies ne sont pas toutes comme ça, mais certaines de ces multinationales, Monsanto entre autres, défendent aux cultivateurs de réutiliser leur semence après l'avoir récoltée. Il faut donc à chaque année en racheter, et racheter aussi le «round up»* qui va avec. Les compagnies commencent à devenir très fortes, et on se demande, comme agriculteurs si ce n'est pas en train de devenir un monopole. Il n'y a pas de compétition au niveau des prix des produits, et d'une compagnie à l'autre les prix s'équivalent, que ce soit avec la méthode traditionnelle ou la nouvelle. C'est un peu eux qui fixent les prix du marché» nous expliquait M. Roy. C'est aussi ce point qui rend les cultivateurs de plus en plus méfiants.

À cause du contexte de compétitivité à l'échelle mondiale dans lequel ils se trouvent, il est en principe plus avantageux de cultiver des céréales transgéniques. Ce n'est pas autant une question de productivité comme un meilleur contrôle des mauvaises herbes. Le coût des pesticides est toujours là, mais les champs sont mieux nettoyés et d'année en année, et la fréquence d'arrosage diminue. Il peut même arriver certaines années qu'il n'y ait pas d'arrosage du tout. En ayant moins de mauvaises herbes, le blé par exemple, profite plus puisqu'il a droit à plus d'éléments nutritifs. C'est là que les cultivateurs se rattrapent.

En fait, bien que la technologie génétique soit une science relativement jeune, et qu'il manque encore beaucoup de données, il est encore aujourd'hui très difficile, voire impossible d'en contrôler toute sa portée. Personne encore ne peut dire si la culture transgénique est meilleure ou pire que les techniques traditionnelles. Personne ne peut être sûr à 100% de sa fiabilité et de ses effets sur l'environnement et sur la santé des gens. Mais ce ne sont pas nécessairement les cultivateurs qui en sont responsables.

Depuis une vingtaine d'années, ce sont une dizaine de grandes multinationales de l'agrochimie qui se partagent environ 80% du marché mondial des engrais et des pesticides, environ 30 milliards de dollars annuellement. Elles ont aussi compris que leurs recherches génétiques pouvaient offrir des débouchés énormes. Peu à peu, ils ont pris le contrôle des vendeurs de semences faisant d'une pierre deux coups, c'est-à-dire qu'elles continuent de vendre leurs herbicides tout en pénétrant le marché des semences génétiquement modifiées. Face aux perspectives d'une plus grande rentabilité à l'hectare que font miroiter les vendeurs de semences transgéniques, les agriculteurs, entre autres les Américains, ont fini par jouer le jeu et se sont engagés sur la base de contrats de longue durée à acheter les semences et les produits qui vont avec. Et pas question de tricher, ces compagnies ont même des inspecteurs sur la route pour vérifier si les normes du contrat sont respectées.

Dans la région de Rivière-la-Paix, comme ailleurs, les cultivateurs ne semblent pas échapper non plus à ce phénomène. Même ceux qui ont décidé de s'en tenir à la culture traditionnelle ou organique ont à subir la fluctuation des prix du marché. Cultiver organique c'est noble en soi, mais encore là, il ne faut pas que ça coûte plus cher que ce que ça rapporte.

Donc, il ne semble pas que le retour à l'agriculture d'antan soit pour demain, mais il est plutôt évident que la révolution des biotechnologies est comparable à celle de l'Internet. Ça va vite, mais il s'agit de garder les yeux bien ouverts.

* Le «round up» est un herbicide qui a été mis au point par les mêmes compagnies qui fournissent en semences les cultivateurs. Ce même «round up», par contre ne peut pas être efficace sur une semence pour laquelle il n'a pas été conçu. Ce qui permet aux multinationales de s'accaparer les deux marchés en même temps.

COMITÉ DE MISE EN CANDIDATURES

Le Secrétariat provincial de l'Association canadienne-française de l'Alberta est à la recherche de candidats ou candidates pour siéger à son comité exécutif. Un comité a été chargé de recueillir les candidatures. Il est composé de Madame Lilianne Maisonneuve et de messieurs Mauricio Rivera-Quijano et de Jean-Louis Dentinger.

TROIS POSTES DOIVENT ÊTRE COMBLÉS :

La présidente, Mme Suzanne Dalziel termine un mandat d'un an.

Le vice-président, M. Guy Nobert termine un mandat de deux ans.

Le vice-président, M. Mauricio-Rivera-Quijano termine un mandat d'un an.

Conformément aux statuts et règlements de l'ACFA, les personnes intéressées à poser leur candidature à la présidence doivent remplir un formulaire dûment **au plus tard le 5 octobre prochain à 16h30.**

Les candidatures à la vice-présidence peuvent être déposées en tout temps y compris jusqu'à l'assemblée générale annuelle.

Pour obtenir un formulaire, veuillez communiquer avec:
- Danielle Nantel au 780-466-1680,
- par télécopieur au 780-465-6773
- ou par courrier électronique au d.nantel@francalta.ab.ca



Faveurs obtenues - MERCI MON DIEU. Dites 9 fois Je vous salue Marie par jour durant 9 jours. Faites 3 souhaits, le 1er contenant les affaires, les 2 autres pour l impossible. Publier cet article le 9e jour, vos souhaits se r aliseront m me si vous n y croyez pas. Merci mon Dieu. C est incroyable mais vrai.

M.B.T.



est à la recherche

DE PLUSIEURS AIDE-ÉLÈVES

Écoles d'Edmonton et les environs.

Pour fournir:

- une aide en francisation individuelle ou à de petits groupes d'élèves
- une aide aux enseignantes dans les tâches régulières de la salle de classe
- aide aux élèves ayant des besoins spéciaux
- de l'animation culturelle
- toutes autres tâches nécessaires au bon fonctionnement du programme francophone

Exigences:

- avoir une 12e année
- expérience à travailler avec les enfants
- bonne connaissance du français écrit et oral
- connaissance de base de l'équipement de bureau et de la salle de classe

Contrat:

- 10 mois, soit de septembre 2000 à juin 2001
- le nombre d'heures par semaine peut varier

Salaire

- selon la convention collective

Entrée en fonction:

- début septembre

****

Prière de soumettre votre curriculum vitae
avant 16 h le 8 septembre 2000 à:
H. Lemire, directeur général
301, 8627 – 91e rue, Edmonton
AB T6C 3N1
Téléphone (780) 468-6440
Télécopieur (780) 440-1631
adel conseil@csrcn.ab.ca



La Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (FNFCF)
est à la recherche
d'une **DIRECTRICE GÉNÉRALE**

La FNFCF est un organisme de charité qui a un rôle de représentation et d'appui pour vingt-cinq groupes de femmes francophones minoritaires de toutes les provinces et des territoires canadiens. Son bureau national est situé à Ottawa. Le travail des bénévoles est soutenu par deux employées à temps plein et deux employées à temps partiel.

La Fédération requiert les services d'une personne motivée et créative pour gérer et coordonner les activités de l'organisme avec l'encadrement du Conseil national d'administration.

Profil recherché :

- Expérience en développement communautaire, en gestion et en recherche de financement
- Expérience acquise sur le plan de la gestion financière, la gestion de projets et la planification
- Expérience avec les groupes de femmes ou dans les secteurs à but non lucratif
- Connaissance du mouvement des femmes et des dossiers qui les touchent
- Compétences remarquables démontrées aux plans de la communication, de l'organisation et de la promotion
- Expérience au niveau du travail d'équipe et de la supervision du personnel
- Bilinguisme indispensable et compétences supérieures au niveau du français écrit et parlé

La candidate devra être disponible dès le 2 octobre 2000. Les avantages sociaux et les conditions de travail sont avantageux.Prière d'acheminer votre curriculum vitae par la poste, par télécopieur ou par courriel **avant le 10 septembre 2000** à :

Maria Lepage, présidente nationale, Place de la Francophonie, 302-450, rue Rideau, Ottawa (Ontario) K1N 5Z4

Téléphone : (613) 241-3500 – Téléc. : 241-6679 – Courriel : fnfcf@franco.ca



Ma'mōwe Capital Region
Child and Family Services Authority

Concours Public

**SPÉCIALISTE DES TROUBLES AFFECTIFS ET COMPORTEMENTAUX
SUPERVISEUR / SUPERVISEUSE 2 DES PROGRAMMES D'AIDE SOCIALE**

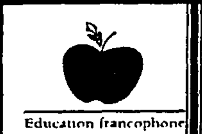
Ma'mōwe Child and Family Services, Edmonton – Il s'agit de deux postes nouveaux et passionnants, créés sous les auspices d'Edmonton Student Health Initiative (Initiative pour la santé des élèves), afin de fournir à la direction et au personnel des écoles assistance, consultations et expertise, dans le cas d'élèves connaissant des difficultés émotives / comportementales. Dans l'exercice de vos fonctions, vous travaillerez directement avec les enfants, leurs familles, les écoles ayant fait appel à vous et, enfin, avec d'autres importants prestataires de service, dans le but d'améliorer le potentiel global de l'élève. Vous serez responsable de l'évaluation et des services d'intervention à court terme, individuellement ou en groupe, pour les élèves connaissant des difficultés émotives / comportementales. Vous animerez également des ateliers visant à aider les parents, la direction des écoles, les prestataires de service et les enseignants à acquérir une meilleure connaissance des besoins des enfants dans le domaine des émotions et du comportement. Vous travaillerez essentiellement sur le terrain, dans les écoles désignées; mais un aspect important des postes en question consistera à établir des liens clairs, tant officiels que pratiques, avec les ressources de la collectivité et celles de la santé mentale. Il s'agit de fournir les services aux élèves dans leur milieu scolaire, quelle que soit l'autorité scolaire impliquée, y compris les Services aux jeunes enfants. L'idée est de mettre à la disposition de toutes les écoles d'Edmonton une approche intégrée de la prestation de services. Il est impératif d'être disposé à travailler selon un horaire flexible.

Qualifications - La préférence ira aux personnes ayant un diplôme de second cycle universitaire dans une discipline connexe (sciences sociales, éducation ou santé), ainsi qu'une expérience considérable en matière de services de traitement des enfants et des adolescents. L'expérience du milieu scolaire et la capacité de parler le français ou une autre seconde langue constituent un atout. La capacité de parler l'anglais est une nécessité. Sera envisagée aussi une équivalence de Baccalauréat, complétée par une vaste expérience. Salaire : 42 672 - 52 812 $.

Note - Il s'agit de postes temporaires auprès du ministère des Services de l'enfance, Ma'mōwe Child and Family Services Authority. La réévaluation de ces postes aura lieu en août 2002.

Compétition n° 9023

Veuillez envoyer un curriculum vitæ comportant le numéro de la compétition à l'adresse suivante : Joyce Zilinski, Human Resources Consultant, Alberta Corporate Service Centre, 3rd Floor, Centre West Building, 10035 - 108 Street, Edmonton, Alberta T5J 3E1, téléc. (780) 427-1018, courriel hre-edm@fss.gov.ab.ca (uniquement en formats Word). Indiquer le numéro de la compétition en référence dans l'objet de la lettre.



Conseil scolaire Centre-Nord N° 2
301, 8627 rue Marie-Anne-Gaboury
Edmonton AB T6C 3N1
Téléphone (780) 468-6440
Télécopieur (780) 440-1631

Le Conseil est à la recherche

D'ENSEIGNANTS(ES)

Pour faire de la suppléance dans ses écoles

- L'enseignant(e) doit détenir un diplôme d'enseignement et un certificat du ministère de l'Apprentissage.
- Le conseil a 5 écoles à Edmonton de niveaux primaire et secondaire
- Les écoles sont également situées à Fort McMurray, Wainwright, Red Deer, Legal et St-Albert.

Les personnes intéressées sont priées de nous faire Parvenir leur curriculum vitae
avant le vendredi 8 septembre 2000 16 h
Pour plus de renseignements, communiquez avec Henri Lemire, directeur général au 468-6440



Une *carrière* ça se **cultive**

La Société du crédit agricole (SCA) est une société d'État qui offre du financement aux secteurs de la production primaire et de l'agri-entreprise. La réputation de la SCA repose sur son expertise spécialisée. Nos clients sont des agriculteurs et des agri-entrepreneurs qui font appel à l'esprit d'innovation et au leadership de la SCA pour réussir dans une industrie en constante évolution.

ARCHITECTE TECHNIQUE

Vous possédez les connaissances approfondies requises en matière d'architecture de logiciels d'application, de structure de données et d'architecture technique pour veiller au développement de la direction technologique à long terme de la TI. Votre leadership et vos excellentes aptitudes de communication vous permettront de travailler avec les unités d'affaires et les autres secteurs de la TI afin de proposer, d'implanter et de gérer des solutions techniques.

Vous possédez une connaissance approfondie des plates-formes centrales, des systèmes d'exploitation et de gestion de base de données, des réseaux des télécommunications et des architectures client-serveur. Vous devez aussi avoir des aptitudes en gestion de projets.

Idéalement, vous possédez entre huit et dix ans d'expérience pertinente et détenez un diplôme en informatique. Nous retiendrons aussi les candidatures qui presentent un mélange équivalent d'expérience et d'education.

Nous offrons de la formation en leadership, des primes et un salaire concurrentiel, et nous valorisons le travail d'équipe. Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae, au plus tard le 8 septembre 2000, en indiquant vos attentes salariales, par la poste au Service de dotation et des relations de travail, Société du crédit agricole, 1800, rue Hamilton, Regina (Saskatchewan), S4P 4L3, par télécopieur au (306) 780-5508 ou par courrier électronique à hr-rh@fcc-sca.ca, en précisant le numéro de dossier 49-00/01.

La SCA ne communiquera qu'avec les personnes invitées à une entrevue. Les agences sont priées de s'abstenir.

La SCA souscrit aux principes de l'équité en matière d'emploi. Si vous êtes membre d'un groupe désigné, n'hésitez pas à nous le laisser savoir.

L'agriculture... notre raison d'être.



....
Suite de la page 5
- Ours -

un grizzly, d'un ours noir. Aussi, il nous a dit de l'appeler si on en voit un, mais je ne suis pas sûre si l'ours va nous laisser la chance de pouvoir l'avertir.»

Nathalie, de Canmore, ne se sent pas vraiment pas en danger, car elle passe la majorité de son temps à l'intérieur et en auto. Elle travaille à Kana-naskis, puis retourne chez-elle à Canmore. Cette année, elle a eu l'occasion de rencontrer deux ours entre le village de Kananaskis et Canmore. Aussi, elle ajoute que son copain François a vu deux loups en plein milieu de leur quartier residentiel.



ajoute qu'il n'irait pas faire du «rollerblade» seul dans le bois, surtout par ces temps-ci.

Une personne désirant garder l'anonymat explique que les différents employés du village de Kananaskis ont été avertis de la situation extraordinaire de cette année. Il ajoute que des consignes ont été données pour leur protection personnelle et celle des invités concernés. «L'année passée, il me semble que ce n'était pas aussi pire. Avec toutes les pistes fermées, je ne suis plus certain d'aller faire un pique-nique dans le bois, car je ne veux pas finir comme repas d'un ours.»

Plusieurs questions se posent



Photos: www.parcscanada.gc.ca

Pour Benoit Livernoche, d'Ottawa, la situation ne l'inquiète pas beaucoup.«Normalement, je vis dans mon appartement au 17e étage et il n'y a pas vraiment d'ours au centre-ville.»

Pour Derek Black, de Calgary, le nombre croissant d'aggressions par les ours l'inquiète assez. Il explique qu'à Calgary, il ne sent pas trop menacé, mais ici (à Kananaskis), la situation le préoccupe beaucoup plus.

Pour Sébastien Gélinas, de Kananaskis, le problème ne le dérange pas. Cependant, il donc à la suite de ces dernières attaques. Est-ce que l'être humain en développant des sites touristiques n'a pas trop envahi le territoire de cet animal? Est-ce que son habitat naturel n'a pas été dérangé par ces nouveaux visiteurs? Est-ce que les mesures de sécurité sont suffisantes? Est-ce que les gens sont suffisamment prudents?

Quoi qu'il en soit, si vous vous aventurez dans ces régions, vous pouvez faire en sorte de réduire les risques et éviter de mauvaises surprises. Les ours sont des animaux très intelligents, complexes et en général, peureux. Chaque ours et chaque rencontre sont uniques, il n'existe donc pas de de recettes miracles qui fonctionnent en toutes circonstances. Par contre, il est essentiel de se procurer toutes les informations nécessaires auprès des personnes responsables, soit des gerdes forestiers avant de vous aventurer dans les sentiers. Les personnes qui ont accès à l'Internet peuvent visiter le site:
www.parcscanada.gc.ca
car il offre de précieux conseils de sécurité qui pourront vous éviter beaucoup d'ennuis.

CONSEILS PRATIQUES:

• Faites du bruit!

• Déplacez-vous en groupe, toujours dans les sentiers aménagés et pendant les heures de clarté.

• Évitez d'attirer les ours par des odeurs de nourriture : entreposez adéquatement vos aliments, vos déchets et les articles qui dégagent des odeurs, nuit et jour, où que vous soyez. Même les bols à nourriture vides des animaux de compagnie peuvent attirer les ours.

• Demeurez alerte d'esprit, demeurez en vie! Soyez à l'affût des ours et des traces de leur passage - empreintes, excréments, mottes de terres retournées, troncs d'arbres déchiquetés et roches déplacées. Quittez le secteur si vous voyez des traces fraîches.

• Si vous trouvez sur votre passage des carcasses de gros mammifères, quittez le secteur immédiatement et signalez votre découverte aux gardes de parc.

• Déposez les déchets de poisson dans des cours d'eau au débit rapide ou dans la partie profonde d'un lac, et non sur la rive.

• Ne vous approchez jamais d'un ours et n'entreprenez jamais de le nourrir. Tenez-vous à au moins 100 mètres de distance.

• Demeurez calme. La plupart des ours n'ont pas l'intention de vous attaquer; ils préfèrent habituellement vous éviter et s'assurer que vous ne représentez aucune menace. Il arrive que les ours se défilent en faisant semblant de charger puis en battant en retraite au dernier instant. Il se peut aussi qu'ils soient sur la défensive et qu'ils grognent, qu'ils grondent, qu'ils claquent la mâchoire et qu'ils tendent les oreilles vers l'arrière.

• Prenez immédiatement les petits enfants dans vos bras et demeurez en groupe.

• Ne déposez jamais votre sac à dos par terre. Il pourrait servir à vous protéger.

• Éloignez-vous lentement à reculons, et résistez à l'envie de courir! L'ours court aussi vite que le cheval, à la montée comme à la descente.

• Parlez calmement et fermement. Si l'ours se dresse sur ses pattes arrière et qu'il semble humer l'air, c'est parce qu'il tente de vous identifier. Ne bougez pas, et parlez calmement pour qu'il sache que vous êtes un être humain et non une proie. Un cri ou un mouvement brusque pourrait l'inciter à attaquer.

• Quittez le secteur ou faites un détour. Si cela est impossible, attendez que l'ours s'en aille. Donnez toujours à la bête une issue possible.

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service, LE FRANCO vous offre une chronique de petites annonces. **Tarifs**: 7$ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12$ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 0,10$ de plus par mot. **Annonces encadrées: 3,50$ de plus**. Vous devez ajouter 7% (TPS).

Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste avant le lundi midi (12H00). Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le: (780) 465-6581 avant le lundi midi (12H00). Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre du journal Le Franco:

Le Franco, #201, 8627-91e Rue, Edmonton, AB, T6C 3N1

Phoenix Taekwon-do Bonnie Doon. Cours de Taekwon-do en français pour 5 ans et plus. Inscription les 11 et 13 sept. de 19h à 20h et 15 sept. de 18h à 19h. Spécial de septembre: 70$ pour 6 semaines plus un uniforme. 8205 - 90 Av. - 3e étage. Appelez Diane Rouleau au 619-6717 (15-9)

Maigrissez maintenant

Demandez-moi comment. Perdez jusqu'à 30 livres. Programme de 30 jours, commençant à 30$. Info: (780) 322-2275 (27-10)





Nous désirons informer nos lecteurs que vous pouvez faire publier *la Prière au St-Esprit, la Prière à St-Jude* et *la Prière à Mère Térésa*. Vous devez inclure avec votre demande la somme de 26,75$ (TPS incluse). N'oubliez pas d'inscrire vos initiales. Retour-nez le tout à:

LE FRANCO
#201, 8627, 91e Rue
Edmonton, AB T6C 3N3
Tél.: (780) 465-6581

ABONNEZ-VOUS AU FRANCO!

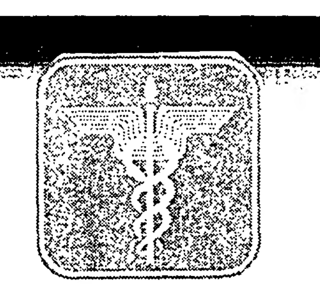
Le Franco VOTRE hebdo saura certainement intéresser tous les membres de votre famille!

(780) 465-6581

PETIT OU GROS BOBO

Le Secteur santé à votre service

- Répertoire de professionnel.les
- Résautage
- Page Web
- Renseignements, ressources
- Promotion des services sociaux et de santé en français



ACFA provinciale
Diane Conway, directrice, Secteur santé
(780) 466-1680 poste 202
www.francalta.ab.ca/acfa/sante
sante@francalta.ab.ca

Paroisses Francophones

MESSES DU DIMANCHE

CALGARY

Ste-Famille
1719-5e Rue S.O.
Samedi: 17H
Dimanche: 10H30

CENTRALTA

Legal
Paroisse St-Emile
Dimanche: 11H00

St-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10H

EDMONTON & ALENTOURS

St-Thomas d'Aquin
8410-89e Rue
Dimanche: 9H30 et 11H00

Immaculée - Conception
10830-96e Rue
Samedi 16H30

Ste-Anne
9810-165e Rue
Dimanche: 10H30

Paroisse St-Joachim
9928-110e Rue
Dimanche: 10H30

Beaumont, St-Vital
4905-50e Rue
Dimanche: 9H30

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11H30

ST-PAUL

1er, 3e & 5e samedi à 19H30
Dimanche: 9H30